

SEMINAIRE TRANSITION ENERGETIQUE - SYNTHESE ATELIER BATIMENTS :

Animateur : G. LE ROUX : Présentation dossier participant – Déroulé de la journée

INTERVENTION 1 : SERVICES ETAT

V. PAVARD (DRIEA) : Rappel des principaux chiffres clés et des avancées permises par la LTECV

Bâtiments responsables de + de 60% de la consommation d'énergie, dont 35% pour résidentiel et 28% pour tertiaire soit pour ce dernier segment autant que les transports.

Facteur 4= hausse limitée à 2°C

Sur bâtiments : réduction à 50 % à horizon 2050 avec un point de passage à 17% en 2020

Dans le SRCAE : Après 2020 : toutes les rénovations devront atteindre le niveau BBC alors qu'elles ne représentent que 25 % des rénovations pour 2020.

Avancées permises par la loi TECV : volonté de lever les freins sur la rénovation et de l'ancrer dans la massification grâce :

- Au signal prix sur la tonne carbone
- Obligation de rénovation avant 2025 si > à 330 kWh/m²/an
- Travaux embarqués de rénovation si ravalement (même si dérogation plus facile que prévue)
- Bonus de constructibilité pour les bâtiments exemplaires / dérogation au PLU
- Vote à la majorité simple des copropriétaires pour les travaux de rénovation
- Individualisation des frais de chauffage

Service Public de l'Efficacité Energétique : pour accompagner les particuliers

Dispositif CEE pour les particuliers. Plusieurs outils existent - tant en financement qu'en accompagnement - qu'il faut faire connaître et aider à leur mobilisation.

JL FLORA : Bilan des aides

Sur 5 ans : de 2010 à 2014 : 660 000 aides ont été accordées, mais présente des doubles comptes (car un même logement peut avoir bénéficié de différentes aides) donc difficile de comparer ce chiffre avec les objectifs du SRCAE.

Tous les leviers de financements ne rencontrent pas le même succès :

Succès en particulier sur Eco-PLS car représente 45% du chiffre national

Echec du PTZ individuel

Habiter Mieux : sur 13 000 logements, montant des travaux : 221 M€ HT, gain énergétique moyen de 41%.

Et coût par logement de 15 à 19 k€ (si Gain > à 50%)

CITE : plus de 3Mds € investissements

ECO-PLS : montant total 2009-2013 : plus de 2Mds € et ¼ des logements rénovés en BBC.

Si on continue ce rythme, plus de 1,5 Mds € /an investis.

Nb Entreprises RGE : l'IDF part de loin mais au 1^{er} octobre 2016, plus de 75000 salariés sont RGE

Délégué RTE pour IDF : RTE a réalisé un exercice de prospective sur un scénario 2030

Grand Paris : 1, 6M hab supp et 70 000 logts à construire

100 000 hab : 180 Gwh supp

A horizon 2030 : les consos unitaires actuelles 7 MWh/an va passer à 2,2 MWh/an si MI et 1,5 si collectif

1000 GWH entre 2015 et 2030 si rien n'est fait

Mais grâce politique publique : baisse de 11% de l'augmentation de la cons élec à 2400 MWH sur une pointe de 15 000 MWH.

ATTENTION : le scénario RTE n'est pas le scénario SRCAE.

* * *

INTERVENTION 2 : PASS RENO HABITAT 93 (M. ULLIAC)

Dispositif dont les maisons individuelles (MI) sont la cible. Dans le 93 : répartition : 1/3 MI dont aux ¾ construits avant 1974, 1/3 copro, 1/3 logt social

Lauréat de l'AMI lancé par ADEME / REGION IDF sur les PTRE

Expérience lancée il y a 3 ans et devrait s'arrêter en 2017 si financement n'est plus assuré

Dans le 93 : 3 ALEC : MVE, Plaine CO et Terre D'envol (ALEPTE) et MVE est le pilote pour le territoire départemental appuyé par les autres ALEC.

1 objectif central : faire rencontrer l'offre et la demande grâce à 2 leviers : accompagnement des particuliers (demande) et des professionnels (offre)

Les aides sont destinées aux particuliers non éligibles aux aides de l'ANAH

Dispositif : aide à l'AMO : (doit permettre à l'archi qui analyse la faisabilité des tvx de réno NRJ /

En 2 temps forts : Diag / Etat des lieux -> établissement de scénarios

Actuellement 30 pilotes (beta testeurs) pris dans le vivier des 2000 contacts PRIS – 7 chantiers réalisés à ce jour

Portrait-robot d'un beta testeur : 3,7 hab, 120 m², étiquette E

Enseignements sur accompagnement des particuliers

- Harmoniser les méthodo des CIE
- Plus c'est long, plus on a de chance de perdre le ménage : miser sur la rapidité des échanges / réactivité des conseillers
- Bonne acceptation du dispositif – Présence d'un architecte crédibilise
- Améliorer la com institutionnelle dans perspective du guichet unique
- PTRE = SPEE

RESTE A SAVOIR : Quel coût pour le part une fois AMI PTRE s'arrête ?

Enseignements sur accompagnement des professionnels :

PTRE pas forcément la plus légitime car il existe une Chambre des Métiers et de l'Artisanat

Ce sont des apporteurs d'affaires mais très peu renvoient les particuliers sur la PTRE

Affiliation par une charte : 65 pro intéressés et 41 ont signé la charte

Portrait robot de l'entreprise ayant signé la charte : env 10 employés, créée en 2003

NB IMPORTANT : Sentiment répandu auprès des entreprises que RGE a tué la qualif car RGE donne une qualif globale contrairement aux qualif spécialisées.

Quelle suite sur le modèle de la PTRE ?

- Doit-elle se situer sur le champ concurrentiel ? uniquement comme un Service Public gratuit ? ou portée par un mix sous forme de SEM
- Comment s'y retrouver dans la multiplicité d'acteurs ?

NB : J'ai répondu sur le sujet de la PTRE posé par Rouffignac sur mise en œuvre d'une PTRE au niveau métropolitain -> la Région a pour rôle d'assurer un maillage des PTRE sur l'ensemble de la Région IDF car sur le sujet de la rénovation, la dimension de proximité reste essentielle. Ensuite, rien n'empêche à certaines PTRE d'être en avance et de permettre à d'autres d'en profiter.

* *
*

INTERVENTION 3 : M. MICHET (ENERA) / ROCHER (ARCHITECTE):

Le sujet de la rénovation en copropriété

Les événements déclencheurs: l'audit obligatoire et la subvention afférente de la Région IDF

Le point essentiel : faire une pédagogie adaptée à la copro qui prend du temps

ENERA : 200 à 250 audits / an dont 1/3 passe à l'acte immédiatement même si les niveaux d'ambitions sont différents

Problématique des copros en 5 points :

- Intégration de tous les copropriétaires et faire en sorte que la Maîtrise d'oeuvre n'impose pas sa vision
- Bien prendre en compte le tempo de la prise de décision (décision annuelle en AG) dont il faut entre 3 et 4 ans avant de lancer les travaux
- Un premier pas financier important en copros pour les études
- La communication et la pédagogie
- L'ingénierie financière à mettre en avant dans l'accompagnement

Points d'attention :

- le confort d'occupation passe avant la rénov énergétique.
- Sujet sur l'empiètement des façades soulevé par l'architecte

Calcul des aides sur la réglementation et non sur la réalité

Inégalité des connaissances entre syndic sur la réglementation qui va jusqu'à annulation d'un PV d'AG.

Freins techniques :

- Traiter la ventilation en milieu équipé
- Rééquilibrer le réseau de chauffage une fois isolation réalisée (sinon hausse T° et non économie d'NRJ)
- Architecture complexe qui peut faire s'envoler les coûts

Argumentaire à déployer :

- Entretien des bâtiments
- Amélioration des bâtiments
- Revalorisation du bien (peut aller de 2 à 7%) / crainte du déclassement
- Economie d'énergie

Cas concret : Résidence du Parc – 196 logements à Meudon – LAUREAT BBC

2013 : audit

2014 : vote des études

2015 : vote des travaux d'un montant de 4M€

2016 : lancement des travaux en BBC qui finiront courant 2017

* *
*

DEBAT AVEC LA SALLE :

Président de FIMEA : Qualité de l'air

Coût de la QAExt : 100 Mds € à l'échelle nationale

Coût de la QAint : 20 Mds € à l'échelle nationale

Comment prendre en compte ce sujet qui est une bombe à retardement ?

Réponse de Clara Herrer : SRCAE concerne Air Ext, Pour Air Int : il existe le PRSE et le Fonds Air.

JL Flora : la ventilation n'est pas financée par le CITE mais l'est pour Habiter Mieux

Pb de communication est soulevé pourquoi FIMEA n'est pas au courant alors qu'il est un acteur reconnu ?

Pourquoi ne pas parler plutôt de bien être plutôt que de confort ? Former les Conseillers Info Energie aux enjeux de la QAI.

CD 92 : quid des travaux simples ? car si on impose que des programmes globaux on risque de perdre des projets. Réponse faite par les services de l'Etat : important de rentrer dans une stratégie de long terme pour ne pas tuer le gisement

Société QUALEFI : matériel hydraulique

Concernant l'individualisation des frais de chauffage, comment assurer l'application de la loi ?
Comparaison faite avec l'Italie où ce sujet a été mené très sérieusement.

M. DENIS pour Ville /EPCI de Cergy : Selon lui, pour massifier, l'essentiel est de pérenniser les aides dans le temps

JL FLORA : dit que les aides permettent de renforcer l'ambition des travaux et ne sert pas forcément à déclencher les travaux.

M. Rouffignac FFB Grand Paris: regrette que les CL n'investissent pas les dispositions existantes comme les exonérations de la Taxe Foncière, ou le règlement local de publicité.

Représentant GIMELEC : sur filière EE et ENR

Revient sur RGE qui a tué les qualifications. Or pour des métiers qui sont de plus en plus techniques, la réhabilitation des qualifications paraît nécessaire.

Une étude devrait être menée au niveau régional sur la qualité des travaux (en particulier sur effet rebond). Car il faut rassurer la demande en montrant une offre qui marche.

JL FLORA : la rénovation concerne toute la chaîne de valeurs et donc des acteurs. Lutter contre l'effet rebond est davantage une question civique. Cela prêche pour un accompagnement en continu qui peut être dispensé par ALEC / PRIS mais aussi par les professionnels.

Thomas Philippon d'EKOPOLIS : Bâtiment durable francilien. Servira à prendre en compte la spécificité de chaque bâtiment.

Gilles de Colombel : Schneider Electric

En lancement de projet, ce qui coince c'est le financement mais a priori la technologie permettra d'avoir des réalisations qui s'amélioreront. (a dit ça par rapport à l'effet rebond)

Questions posées : sur aspects qualitatif / quantitatif

GIMELEC : « Allemagne nous envie notre réglementation et la France envie à l'Allemagne leur système de qualification et d'assurance ».

Ex d'assurance sur la performance énergétique : assureur pourra assurer la massification.

Mais il faut un système de monitoring pensé dès le départ.

ENERA : qui finance le monitoring ? Réponse de GIMELEC : c'est compris dans le pricing de l'assureur et convient qu'il s'agit d'un modèle très capitalistique.

Dernière question sur les attentes envers les pouvoirs publics / Quels Messages clés ?

Marie-Laure Falque Masset de l'ARENE : Formations à généraliser.

Problème de sémantique / de visibilité des acteurs publics (à cause de la multiplicité des acronymes)

La dimension sociologique / civique est importante à prendre en compte.

Comment généraliser la prise de conscience ?

Ex en Italie : le prix de l'Énergie est plus élevé dont prise de conscience facilitée.

Qualif RGE qui bloque pour déclencher les aides ! Certaines entreprises rejettent la qualif RGE.

Comment traiter ce sujet ?

Difficulté de mobiliser l'éco-PTZ à cause de la lourdeur. Doit-on abandonner le PTZ ou créer un outil de niveau régional ?

On peut terminer sur le sujet de la sémantique : comment faire que ce sujet soit le plus facilement accessible au plus grand nombre et rendre l'intervention de ces structures intelligibles ?

1 Proposition a émergé : Financer le diagnostic de la qualité de l'air en même temps que le diagnostic énergétique ?